

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Oligui Nguema à Yaoundé ce jour

ONDOUBA'NTSIBAH.
Libreville/Gabon

Le chef de l'État, le général Brice Clotaire Oligui Nguema, est attendu ce mercredi à Yaoundé au Cameroun. Cela dans le cadre d'une visite d'amitié et de travail dont le principal temps fort devrait être un tête-à-tête au palais présidentiel d'Etoundi avec son homologue Paul Biya. Tout

comme une rencontre est prévue, à l'hôtel Hilton, entre le numéro un gabonais et la diaspora gabonaise au Cameroun.

Cette visite du président de la Transition s'inscrit dans le cadre de sa tournée, initiée au lendemain de la prise du pouvoir par les Forces de défense et de sécurité réunies au sein du Comité pour la Transition et la restauration des institutions (CTRI) au terme d'élections biaisées, dans les pays membres

de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC). L'entretien entre les présidents Oligui Nguema et Biya sera sans doute l'occasion pour les deux hommes d'évoquer les questions de coopération bilatérale entre Libreville et Yaoundé.

On peut également imaginer que l'hôte de Paul Biya saisira cette occasion pour expliquer le processus de Transition en cours au Gabon. Notamment en s'appuyant surtout sur ce qui a été déjà fait et sur le projet de chronogramme de la Transition arrêté par le CTRI, mais qui sera avant tout soumis à l'appréciation du Dialogue national inclusif prévu en avril 2024.

Aux yeux de certains analystes, cette visite devrait injecter



Photo: DR

Le chef de l'Etat Brice Clotaire Oligui Nguema attendu à Yaoundé

du sang neuf dans la relation entre le Gabon et le Cameroun. Quand on sait que Yaoundé avait condamné l'initiative des militaires ayant mis fin au régime d'Ali Bongo Ondimba, la qualifiant d'acte qui "viole les

principes fondamentaux de la démocratie et les valeurs de la Cémac".

À rappeler qu'après le Cameroun, l'Angola restera le seul pays de la CEEAC que le président Oligui Nguema n'a pas encore visité.

PDG : Luc Oyoubi fragilisé de toutes parts ?



Photo: AN

J.KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

Il faut se rendre à l'évidence. La sérénité n'est plus de mise entre les "camarades", encore moins la discipline qui semblait être, par le passé, "l'apanage du bon militant". En entamant, hier au siège de sa formation politique, une série de rencontres avec les membres des différents organes délibérants et consultatifs (Bureau politique, Comité permanent du Bureau politique et du Conseil consultatif des sages), le secrétaire général par intérim du Parti démocratique gabonais (PDG), Luc Oyoubi, a, sans doute, mesuré l'ampleur du désarroi et du malaise qui habitent le gros de ses troupes. De toutes parts, les critiques fusent. Les plus virulentes, sur fond de nécessité d'une autocritique du management du parti ces dernières années, dénoncent ouvertement sa gestion actuelle. D'autant plus que, selon ses pourfendeurs, il semble être pris en otage, à son tour, par son entourage. Une équipe de quelques membres du secrétariat exécutif qui lui dicterait la conduite à tenir. Ce qui ravive de mauvais souvenirs dans les rangs.

Entre les réclamations de paiements des arriérés de salaires du personnel, les émoluments des secrétaires nationaux, la fronde menée par plusieurs cadres, la démission d'autres et celles probablement à venir, la raréfaction des ressources financières, Luc Oyoubi devra faire montre de beaucoup de tact et de justesse politique pour tenter de recoller les morceaux où ce qui peut encore l'être.

Bref, sa position est plus que jamais fragilisée. Tant il éprouverait, selon certaines indiscretions, de réelles difficultés à imprimer sa marque, fut-elle temporaire, sur un parti dont certains appellent, au mépris des dispositions en vigueur, rien de moins qu'à une pure et simple dissolution par les autorités. Comme qui dirait, son intérim semble avoir prouvé ses limites et qu'il serait plus que temps de passer à autre chose en tenant compte du contexte sociopolitique découlant de la prise effective du pouvoir, le 30 août dernier, par le Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI).

Car après tout, à entendre certains, en politique, il n'y a que le réalisme qui vaille.

Le général Onkanowa exhorte le Service de santé militaire à une meilleure prise en charge des patients

Sveltana NTSAME NDONG
Libreville/Gabon

APRES sa rencontre, dernièrement, les Forces armées gabonaises (FAG), le tour est revenu hier au Service de santé militaire d'accueillir la ministre déléguée à la présidence chargée de la Défense nationale, le général de brigade Brigitte Onkanowa. C'était dans le cadre de la poursuite de la tournée de prise de contact avec les entités sous tutelle initiée depuis plus d'un mois. Rituel militaire et visite guidée des installations de ladite entité des Forces de défense gabonaise ont constitué les moments forts de la rencontre. Occasion pour le médecin-général, directeur général du Service de santé militaire, Jean-Marcel Mandji Lawson, par ailleurs conseiller spécial du président de la Transition, d'appeler entre autres au renforcement des capacités opérationnelles de ses services. Lequel, a-t-il souligné, devrait passer notamment par "la construction d'hôpitaux régionaux des armées dans les



Photo: SNN/SNN

Une vue des officiels dont le ministre délégué à la présidence, le général de brigade Brigitte Onkanowa, lors de sa visite à l'Ecole d'Application des Services de santé militaire

différentes zones de défense de notre pays, la transformation de l'hôpital d'instruction des armées d'Akanda en hôpital de référence nationale dédié à travers un pôle neuro-cardio-vasculaire et de réadaptation fonctionnelle à la prise en charge des cas de plus en plus croissant d'AVC, etc."

En tant qu'émissaire du président de la Transition, chef suprême des Forces de défense et de sécurité, et ministre de la Défense nationale, le général de brigade Brice Clotaire Oligui Nguema, la ministre déléguée a d'abord réitéré à ses frères d'armes la vision de ce dernier. Elle les a ensuite rassurés de ce

que toutes leurs préoccupations sont déjà prises en compte par les plus hautes autorités du pays et sont pour certaines en voie de satisfaction.

Déplorant par ailleurs les mauvais comportements dont font preuve de nombreux personnels du Service de santé militaire qui s'illustrent notamment par le mauvais accueil des usagers, le membre du gouvernement a, toujours au nom du chef de l'Etat, instruit les responsables du Service de santé militaire de "tout mettre en œuvre dans chacune de leurs entités pour une prise en charge plus efficace des patients, sur tous les plans".